



## Rapport de Yann MANNEVAL– Secrétaire de l'UD CGT 13 à la Commission Exécutive de l'UD du 10 janvier 2022

Dans un climat de guerre froide impulsée par les États-Unis contre la Chine et la Russie, où la France joue les supplétifs des États-Unis, le nombre de conflits armés dans le monde a encore augmenté ainsi que le nombre de points de "tensions". C'est dans ce contexte que les États-Unis ont décidé de renforcer l'embargo contre le peuple cubain et que le Bureau de l'UD a décidé d'être partie prenante de la campagne "des containers pour Cuba", lancée par 40 Unions Départementales et Fédérations de la CGT, en lien avec la CTC (chèques et virements à l'ordre de UD CGT 13, mention : "solidarité Cuba").

Les tensions sociales se multiplient elles aussi, quoi de plus logique quand les 10% les plus riches de la planète captent 50 % des revenus mondiaux, alors que les 50% les plus humbles n'en partagent que 8,5% et que la situation sociale est aggravée par une pandémie mondiale. Les règles du jeu capitaliste empêchent l'accès universel à la vaccination, seule issue à la crise. Nous ne devons cesser de réclamer la levée de la propriété sur les brevets, comme le réclame un certain nombre de pays, l'OMC poussée par l'UE s'y refuse toujours, au mépris des conséquences dramatiques pour les populations.

En France, les dernières mesures annoncées pour faire face à la Covid confirment la priorité donnée aux intérêts du capital même au prix de la santé des travailleurs. Au motif de la priorité donnée à la bonne marche de l'économie, on veut nous imposer un passe vaccinal après le passe sanitaire, qui fait peser de nouvelles contraintes sur les salariés et la population, c'est une forme d'obligation vaccinale. Avec l'ensemble des mesures contradictoires prises par le gouvernement, cette obligation non assumée ne fait qu'entretenir le doute, la défiance et la division. L'impasse continue d'être faite sur la prise en compte des plus précaires qui sont aujourd'hui les plus éloignés de la prévention et de la vaccination : 40% des non vaccinés le sont car ils n'ont pas accès à la vaccination.

Dans l'enseignement, le virus s'abat sur un système où des années d'austérité, d'affaiblissements dans tous les domaines démultiplient ses effets et amènent le chaos, où les mouvements de protestations ont été nombreux en cette semaine de rentrée. Les enseignants seront mobilisés le 13 janvier et manifesteront de la Porte d'Aix à 10H30 jusqu'à la préfecture.

Mêmes causes, mêmes effets : l'Hôpital Public est lui aussi au bout de l'explosion et reste le parent pauvre de la gestion de la crise. La Fédération de la Santé et de l'Action Sociale appelle à la grève et à la manifestation ce mardi 11 janvier, mobilisation pour l'emploi, les salaires, l'amélioration des conditions de travail. Cette date s'inscrit pour la Fédération dans un processus qui devra se renforcer les prochains mois.

Les Travailleurs Sociaux qui relèvent de la Santé et aussi des Services Publics sont aussi appelés à la grève ce jour-là. Pour les Bouches du Rhône, l'USD Santé n'a pris en compte que les Travailleurs

Sociaux et ne s'est pas concertée avec les autres organisations, ce qui amène à une multitude de points de rassemblements.

Macron et le Medef entendent bien poursuivre leur entreprise de casse des Services Publics et de la Fonction publique pour amener à une société sans statuts, sans droits et garanties collectifs. L'ordonnance sur la partie législative du Code Général de la Fonction Publique entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2022. En clair, c'est une réécriture en droit constant du statut de la Fonction Publique, cette codification est une des machines de guerre contre la Fonction Publique et les droits démocratiques. Les garanties statutaires des fonctionnaires qui reposent sur les principes d'égalité, d'indépendance et de responsabilité, sont les conditions d'exercice d'une Fonction Publique au service de l'intérêt général, du progrès social et de la démocratie. Ces garanties sont constitutives d'un choix de société en permettant notamment le rendu d'un service public neutre, impartial... l'UFSE CGT, qui entend poursuivre le travail pour l'abrogation de la loi de transformation de la Fonction Publique, appelle à la journée du 27 janvier.

Les énergéticiens sont eux toujours mobilisés pour le service public de l'énergie ainsi que l'augmentation des salaires et pensions, rappelons-nous des fortes mobilisations de la fin de l'année et seront, à l'appel de la FNME, en grève reconductible à partir du 25 janvier. Un meeting départemental se tiendra à 11H30 sur le site de la Centrale

Côté énergie toujours, le gouvernement confirme ce que nous disons depuis longtemps, en voulant allonger la durée d'utilisation des centrales à charbon pour pouvoir faire face à la surconsommation hivernale. En 10 ans, ce sont 10 Gwh qui ont été perdus.

Pour autant, le gouvernement, l'État ne sont toujours pas porteurs de solutions pour la Centrale de Gardanne. Au vu de la situation sociale et des enjeux énergétiques dans la période, des engagements concrets doivent être pris pour :

- un véritable projet industriel,
- le redémarrage de la Biomasse,
- des solutions de réembauches au statut pour les travailleurs licenciés,
- la tenue d'une table ronde avant le 15 janvier.

Les Syndicats de la Centrale, du GPMM et les Dockers appellent à la grève le 13 janvier.

Malgré les discours haineux, les provocations du président de la République pour détourner les travailleurs de la colère sociale, les diviser entre français et étrangers, vaccinés et non vaccinés, rien n'y fait : les luttes se multiplient depuis la fin de l'année, notamment pour des augmentations de salaire mais aussi pour les conditions de travail. LEROY MERLIN, DECATHLON, deux enseignes habituées aux mouvements sociaux, mais aussi la FNAC, ARKEMA, le secteur de l'Animation, les Cheminots, les Sages-Femmes de l'hôpital privé Beauregard, la CPAM, où dans les Bouches du Rhône, la CGT a réussi à mobiliser fortement avec 55 % de grévistes. Chiffre important quand on sait qu'un tiers des salariés est en télétravail.

Dans certaines professions, le patronat a dû procéder à des réévaluations importantes de salaire, bien qu'insuffisantes, mais tout est fait pour éviter le débat sur la répartition des richesses et d'ouvrir le tiroir-caisse. Les uns inventent le chèque temporaire, loin de compenser les pertes réelles de pouvoir d'achat, les autres la diminution des cotisations sociales qui, en apparence, augmenterait le pouvoir d'achat. Il nous faut dire et redire que les cotisations sociales sont une part du salaire que l'on retrouve au moment de la retraite ou dans la protection sociale. Les

réduire pour masquer le refus d'augmenter les salaires, c'est s'attaquer à notre système de Sécurité Sociale pour le livrer aux assurances privées. Nous n'avons jamais produit autant de richesses mais les inégalités dans la répartition entre capital et travail n'ont jamais été aussi grandes.

Entre 2009 et 2019, l'augmentation de la part des profits dans la valeur ajoutée et la baisse de la part des cotisations dites employeur sur la valeur ajoutée, ces 2 mécanismes qui enlèvent du salaire direct et indirect aux travailleurs, ont permis une augmentation des profits de 166 milliards d'€. Résultat : les 500 fortunes françaises détiennent à elles seules 47 % du PIB contre 6% il y a 25 ans.

Il y a bien des luttes et la CGT ne peut pas être en dessous du niveau de colère dans le pays. Nous l'avons déjà dit mais répétons-le : nous avons une responsabilité historique, celle d'organiser les mobilisations et de convaincre le plus grand nombre de l'urgence de la réalisation de convergences. En nous appuyant sur les décisions de notre Comité Départemental et de la CE de l'UD qui a suivi, nous travaillons avec d'autres Organisations de la CGT à un véritable processus de mobilisations, un grand mouvement social capable d'imposer d'autres choix de société.

Pour réussir le 27 janvier et les suites que nous essayons de construire, il nous faut travailler la démarche revendicative en lien avec l'orga et les éléments fondamentaux de la vie syndicale comme la démocratie syndicale, l'information aux syndiqués, leur engagement dans les plans de travail et les mobilisations mais aussi le renforcement, le redéploiement. Tous ces éléments participent aussi à la réussite de nos mobilisations. Et pour commencer, nous avons besoin que l'AG qui va suivre soit déclinée dans toutes les Organisations, que des AG puissent se tenir sur les lieux de travail, ces échanges collectifs sont indispensables pour gagner l'engagement du plus grand nombre, conforter les luttes en cours et prendre sa part dans la construction d'un véritable processus de mobilisation interprofessionnel, dans lequel s'intégrera la journée d'action du 27 janvier.

**Nous vous proposons un plan de travail départemental qui viendra s'ajouter à celui des Organisations et que la CE doit valider :**

#### **REPARTITION PAR GROUPE D'UNIONS LOCALES**

- **Le 18 JANVIER**

- **CLESUD à 12 H 30** : UL MIRAMAS, ARLES, SALON, TARASCON, ISTRES, CHATEAURENARD,
- **ZONE DE ROUSSET** : UL AIX, GARDANNE, ST PAUL
- **ZONE DES PALUDS** : UL AUBAGNE, HUVEAUNE, QUARTIERS SUD, LA CIOTAT
- **PORTS** : GPMM, DOUANES, REPARATION NAVALE, DOCKERS
- **VILLAGE DES ENTREPRISES D'ARCELORMITTAL** : UL FOS, PORT DE BOUC, PORT ST LOUIS, MARTIGUES
- **SAUMATY** : UL QUARTIERS NORD, ST LAZARE, TIMONE, CENTRE, LA ROSE, VITROLLES, BERRE
- **le 15 janvier, à l'occasion des soldes déploiement au village des marques à Miramas. Rendez-vous 9h30.**
- **Les tracts et les bandeaux pour la journée du 27 janvier sont disponibles**
- **18 mars : manifestation des UD de la région contre l'extrême droite à Nice**
- **propositions de cooptations à la CE de l'UD** : Sébastien VARAGNOL (PETROINEOS),

Hussey YILDIRIM (Syndicat Départemental Prévention Sécurité), Philippe VENOBRE (CEA CADARACHE – UL ST PAUL), Adjel ADILABDOUMI (Travailleurs de l'État).